

Le serpent qui se mord la queue

Par Zoubir SOUSSI

Les clameurs se sont tues et un calme précaire s'est installé. La révolte violente des jeunes ne s'est pour autant pas estompée, comme ont tendance à le proclamer les tenants du pouvoir et leurs suppôts. Ce ne sont pas les mesurées consenties en direction du bazar qui vont régler définitivement le problème. C'est d'ailleurs une forme extrême de mépris que de réduire le mouvement à une question de tube digestif ou de panier de la ménagère. Les incidents de ces derniers jours doivent être interprétés comme un avertissement sévère à l'endroit de ceux qui ont (théoriquement) en charge le devenir de la communauté nationale, ce qui pourrait éventuellement contribuer à leur remettre les pieds sur terre, car pris par l'ivresse de la pratique du pouvoir, ils ont fini par perdre le sens de la mesure et des convenances sociales. C'est un fait que depuis des décennies, le niveau des hommes (des femmes aussi hélas) qui gouvernent subit une réelle et irréversible érosion. Par les temps qui courent, il atteint des niveaux de médiocrité impensables. Il suffit de se référer aux récentes déclarations de certains «ténors» du système. Pour le super-ministre et chef très controversé de l'ex-parti unique Abdelaziz Belkhadem, les manifestants de ces derniers jours ne sont pas «civilisés». Au lieu de défilé dans l'ordre et la discipline, ils ont osé affronter les services de sécurité et proféré des slogans hostiles au régime. Il est évident

que M. Belkhadem a perdu une occasion de se taire lui qui doit savoir, en tant qu'ancien chef de l'exécutif et quasi perpétuel ministre, qu'il est interdit de manifester pacifiquement depuis dix-neuf longues années, pour cause d'état d'urgence. Et c'est un internaute qui lui a répondu avec beaucoup d'humour : «On veut bien manifester comme les Scandinaves avec une rose à la main, mais il faudrait pour cela que le régime lève l'état de siège ! » Et pan sur le bec ! Le collègue de Belkhadem et ci-devant ministre de l'Intérieur M. Ould-Kablia, n'a pas fait dans la dentelle lui non plus. Dans un entretien accordé à l'APS et au site «Algérie plus», il fait une analyse somme toute acceptable même si elle est excessive, quand il tente de situer l'origine du mal qui ronge la jeunesse. Selon lui, les jeunes : «aiment toutes les choses qu'ils ne sont pas en mesure d'acquérir autrement que par le vol, par la contrebande, le trafic de drogue... » Ce n'est pas tout à fait faux, admettons-le. Mais là où notre ministre perd, à notre humble avis, le sens des réalités, c'est quand il affirme toujours à propos des jeunes : «Ils ne trouvent pas de dérivatifs dans la musique, le sport, les voyages. Leur univers, c'est la rue de leur quartier !!!» On croit rêver et on est bien obligé de se demander si son excellence Monsieur le Ministre parle bien de l'Algérie, s'il connaît bien ledit pays et s'il lui arrive de temps en temps de quitter son univers à lui, confortable et aseptisé, pour aller voir celui

de la rue qu'il fustige. Le sport, la musique, d'accord, mais où ? Avec quels moyens ? Quant aux voyages, là on est intimement convaincu que le ministre est un sacré plaisantin, dans la mesure où présentement comme on dit en Afrique, les seuls voyages organisés qui existent sont ceux de la harka, qui voient des jeunes risquer leur vie sur des embarcations de fortune pour tenter de rallier des rivages de plus en plus inhospitaliers, d'où ils seront inéluctablement refoulés pour peu qu'ils réussissent à y prendre pied. Pour en revenir aux motifs réels de la flambée de violence, il faut regarder la situation bien en face. De quelque côté qu'on se tourne, c'est la même et unique image de malvie. En 2011, dans notre Algérie, des choses aussi simples que se soigner, se procurer un document administratif, inscrire ses enfants à l'état-civil et plus tard à l'école, se déplacer intra-muros ou voyager à l'intérieur du pays, voire à l'étranger, ces actions donc simples et ordinaires sous des cieux plus cléments, relèvent de l'exploit ici même. Ce n'est pas être négativiste que de constater que la galère est le lot quotidien du citoyen. Il faut galérer pour tout ; pour manger, pour aller au travail, pour se loger, en un mot pour vivre normalement et cela dans un pays où le pouvoir politique se fait un devoir de rappeler à tout bout de champ, le niveau des réserves de change. Fatalement cela a abouti au résultat attendu pour les gens sensés et tout à fait inattendu

pour les gouvernants : le serpent qui se mord la queue. A ressasser partout et constamment que les réserves de change s'élèvent à 155 milliards de dollars, comme si extraire le pétrole et le vendre était une performance économique, tout le monde aussi bien en Algérie qu'à l'étranger a fini par se poser la question : quand on dispose d'un matelas financier aussi épais pourquoi laisser le niveau de vie des citoyens se dégrader à la vitesse grand V ? La morale qu'il convient de retenir de ces tragiques événements est la demande pressante de la société pour de nécessaires ouvertures politiques, économiques et structurelles. Durant ces journées où la loi de la rue a régné, les gouvernants et leurs auxiliaires «élus du peuple» ont tremblé pour leurs acquis et leur rente. Puissent ces avertissements leur servir de leçon et leur permettre de mettre un bémol à leur arrogance et leur mépris pour les citoyens dont ils sont issus et pour lesquels, ils sont censés travailler d'arrache-pied. Aujourd'hui, ces mêmes citoyens pâtissent de l'injustice et la hogra de la part de ces cohortes de policiers et de gendarmes qui prennent d'assaut nos villes et villages pour réprimer souvent sans discernement des infractions pour le moins virtuelles, tels ces retraits de permis qui ciblent les professionnels des transports, la mère de famille qui emmène ses enfants à l'école et tous ceux qui ne peuvent pas recourir au salutaire piston. Pour l'arrogance et le mépris, la palme revient sans

coup férir au ministre des Transports qui se veut intransigeant quant au permis de conduire. Ainsi soit-il. Dans le même ordre d'idées, il faudrait également envisager des sanctions contre ces «ministries» et ces «ministrettes» qui ont failli à leurs obligations. Par exemple le ministre dont on parle qui a pour mission première non pas les retraits de permis, faut-il le rappeler, mais d'assurer aux citoyens que nous sommes des moyens de transport décentes et performants.

Au jour d'aujourd'hui, tout le secteur est paralysé : transport urbain, suburbain, régional, national, ferroviaire, maritime, aérien et même terrestre sont sujets à problèmes. Les retards horaires sont devenus par la force de la pratique un trait de civilisation très algérien. Patientez, nous dit-on, il va y avoir le métro, le tramway, l'autoroute, etc., l'Arlésienne quoi ! Il est vrai que quand on circule dans une limousine blindée toutes sirènes hurlantes, on ne vit pas les problèmes du commun des citoyens. De même qu'il est plus aisé de sucrer (sans jeu de mots) des permis de conduire que de prendre à bras le corps la problématique du transport. On est loin, décidément, des prix de l'huile et du sucre.

Z. S.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

Publicité

GROUPE MAZOUZ 

EURL GM TRADE
Un fournisseur incontournable

Zone Industrielle Lot. N° 71
Dar El Beida, Alger
Tél.: 00 213 21 75 34 35 / 36 / 37
Fax : 00 213 2 1 75 34 31 / 32
Mobile : 07 70 27 12 59 - 07 70 26 06 52
07 70 32 53 2407 70 97 01 54
07 70 26 09 170770 30 95 57
0770 30 95 76 - 0770 33 57 24 - 0550 419 723
0550 419 726 - 0550 419 732
e-mail : groupeamazouz@hotmail.fr
www.groupe-mazouz.com

 **Crédit fournisseur 0% intérêts**

-50% SUR LES PIÈCES DE RECHANGE D'ORIGINE DES PRODUITS MAZOUZ

0% APPORT INITIAL **24 MOIS PAIEMENT**

 **SHACMAN**

 **CAMION À BENNE 6X4**
199 000,00 DA / MOIS

 **TRACTEUR ROUTIER 4X2**
161 000,00 DA / MOIS

Livraison immédiate

0550 419 732

Zoubir SOUSSI signera son roman *Le Caméléon*

Le samedi 15 janvier à 14h à la librairie «Point Virgule»,
rue des Frères Torki, Chéraga.

